

Brochure n° 3258 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1597** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

Accord du 5 octobre 2020

relatif aux salaires minimaux au 1^{er} décembre 2020
(Centre-Val de Loire)

NOR : ASET2050896M

IDCC : 1597

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CAPEB Centre ;

FFB Centre-Val de Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO Centre ;

UR Centre-Val de Loire CFDT ;

UR CGT Centre ;

BATIMAT-TP CFTC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles XII-8 et XII-9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre-Val de Loire.

Article 2

Pour la région Centre-Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après à compter du 1^{er} décembre 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I. Ouvrier d'exécution			
Position 1	150	1 539,42 €	10,15 €
Position 2	170	1 569,78 €	10,35 €
Niveau II. Ouvrier professionnel	185	1 618,32 €	10,67 €
Niveau III. Compagnon professionnel			
Position 1	210	1 736,62 €	11,45 €
Position 2	230	1 835,21 €	12,10 €
Niveau IV. Maître ouvrier ou chef d'équipe			
Position 1	250	1 939,86 €	12,79 €
Position 2	270	2 039,96 €	13,45 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Orléans.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Olivet, le 5 octobre 2020.

(Suivent les signatures.)